

COMMUNIQUE

UNE EUROPE SOUS LA DOMINATION DES MARCHES

Proclamation du socle européen des droits sociaux

L'Europe sociale n'aura pas encore lieu



Lancée en mars 2016 par la Commission européenne, la consultation qui se voulait « publique » sans pour autant se donner les moyens de l'être véritablement, a donc fait l'objet d'un projet de « socle européen des droits sociaux ». Un document a été élaboré, il liste les 20 principes pour une Europe sociale qui se présentent comme le moyen de "*servir de cadre de référence pour les politiques sociales et d'emploi aux niveaux national et européen*".

Le processus de construction européenne n'a jamais été pensé dans une dimension

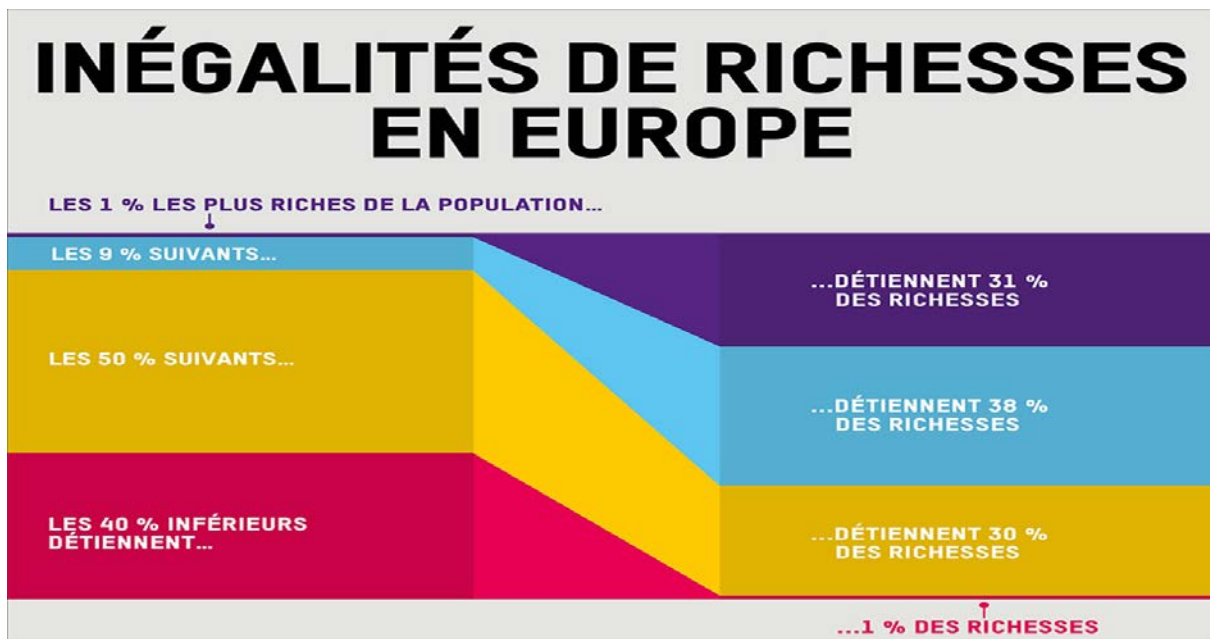
sociale, il a été et reste puissamment un espace de « libre-échange » où ne prévalent que les règles du profit et de la libre circulation des capitaux. Aujourd'hui pour le patron de Business Europe (pendant d'un Medef à l'échelle européenne) « seuls la croissance économique et le développement de l'emploi pourront combattre les problèmes sociaux ». Autrement dit, ces derniers mettent l'accent non pas sur un "manque de politiques sociales" mais sur un "manque de compétitivité". C'est le discours que tiennent la plupart des gouvernements européens. Le gouvernement français n'innove en rien, en

somme, il se situe dans la droite ligne de la doxa libérale la plus stricte.

Alors pourquoi s'engager aujourd'hui dans une Europe Sociale ?

Présenté par la Commission européenne comme un moyen "de relancer le processus de convergence au sein du marché unique", le socle apparaît également en réalité comme une opportunité de réconcilier les citoyens avec une Union européenne perçue partout comme très libérale (ce qu'elle est fondamentalement), Une Europe qui exacerbe la concurrence sociale et menace les modèles sociaux des pays membres, alors en proie à la montée des courants eurosceptiques et des nationalismes.

Les dirigeants européens se réunissent donc pour un sommet social à Göteborg, une « dernière offensive » pour tenter de regagner la confiance des citoyens face à un rejet de plus en plus manifeste. Après le choc du Brexit et le renforcement de tendances eurosceptiques dans plusieurs pays membres de l'UE, dont récemment l'Allemagne et l'Autriche, la montée des nationalismes, la Commission européenne n'a en réalité d'autre choix que de tenter de démontrer que l'Union n'est pas simplement un grand marché, mais qu'elle a aussi à cœur de réduire les inégalités.



La volonté de poser enfin le socle d'une Europe sociale doit donc plus au désastre Grec, au Brexit, à la menace des nationalismes qu'à un véritable projet politique d'ambition porteuse pour les peuples.

Un rendez-vous manqué

Les signaux adressés aux peuples ne manquent pas et nous laissent entrevoir la visée macabre de ce qui se trame véritablement. A l'heure où la proclamation aura lieu rien qu'en France nous aurons assisté aux rabotages des APL, aux hausses de CSG, aux coupes budgétaires obtuses, et à la mise au régime sec de l'hôpital public, tout ceci pour faire rentrer de force le budget dans les 3 % canoniques de déficit public. Comment alors envisager sérieusement d'aborder les véritables questions : restreindre la libre circulation des capitaux et les remettre au service de l'économie réelle, taxer les importations les plus socialement ou les plus écologiquement insoutenables, réglementer la finance.

L'impossible protection sociale européenne ?

La protection sociale est un domaine qui relève du principe de subsidiarité : les prérogatives restent légalement au niveau des États, l'Union européenne n'intervient qu'à la marge pour tenter d'harmoniser ou de coordonner les législations nationales. Les réglementations doivent assurer la libre circulation des personnes.

Les systèmes de protection sociale sont évidemment le fruit des histoires nationales. Ce qui est constamment mis en avant dans les discours et les préconisations. Une façon d'ancrer dans l'inconscient collectif que toute idée de réfléchir et d'aboutir à des normes communes, socialement solidaires, est impossible. Pourquoi donc le droit social doit-il être voué à rester cantonné dans la sphère nationale (pendant que celui du commerce ou de la finance est lui fluidifié et se joue largement de la porosité des frontières ?)

Ce qui conduit donc à faire signer par les 28 Etats membres une grande déclaration contre le dumping social, baptisée "Socle européen des droits sociaux", sans portée légale, sans règle contraignante, sans gouvernance établie ne saurait masquer l'incurie d'une opération qui tiendra plus alors de l'effet d'annonce que d'une orientation nouvelle donnée à une Europe qui se confond uniquement avec les marchés.

Son intention n'est certainement pas d'infléchir les choix libéraux qui ont prévalu jusqu'ici.

Il s'agit de nier aux peuples le droit de se constituer des droits communs et solidaires, de les enfermer dans une concurrence de tous les instants et de favoriser le dumping social qui permet au patronat de tirer les salaires vers le bas tout en faisant mécaniquement augmenter ses profits.

L'ultra libéralisme règne sans vergogne, et l'Europe sociale est aujourd'hui à l'image de la directive sur les travailleurs détachés : un espace de concurrence exacerbé où le moins disant social devient la norme et l'objectif à atteindre.

Pour un vrai projet européen d'Europe sociale.

Partout l'Europe subit des reculs sociaux qui ne sont au final que l'apanage d'Etats qui ont renoncé face au pouvoir de la finance. Gouvernés alors par des arrivistes prompts à jeter l'opprobre sur les salariés, les retraités, les jeunes, les privés d'emploi, les peuples vont alors rejeter une Europe confondue (légitimement)

dans ce qu'elle offre de plus injuste et de plus cynique : l'austérité !

Le seul projet européen possible est un projet qui prenne en charge la question de la protection sociale.

La construction d'une protection sociale solidaire, universelle, partout en Europe devient une urgence. La proclamation d'un socle européen des droits sociaux ne fera que générer de la frustration et du rejet et s'il n'est pas suivi d'effets.